

LACROIX, Jean-Michel et Paul-André LINTEAU, dir., *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne* (Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006), 247 p.

Stéphane Savard

Volume 61, Number 1, Summer 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/016884ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/016884ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Savard, S. (2007). Review of [LACROIX, Jean-Michel et Paul-André LINTEAU, dir., *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne* (Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006), 247 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 61(1), 116–119. <https://doi.org/10.7202/016884ar>

LACROIX, Jean-Michel et Paul-André LINTEAU, dir., *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne* (Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006), 247 p.

Appelé à «[...] renouveler le discours officiel et souvent convenu sur le multiculturalisme canadien en essayant d'en saisir l'évolution et la complexité» (p. 11), l'ouvrage collectif *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne* renferme treize textes complémentaires et diversifiés. S'adressant à un public plutôt universitaire, familiarisé avec les approches de l'histoire, de la science politique, de la sociologie et des sciences de l'éducation, ces contributions traitent surtout des enjeux du multiculturalisme dans «ses dimensions éducative et religieuse» (p. 17), plus particulièrement en ce qui a trait à l'intégration des immigrants et membres des communautés ethniques.

D'emblée, les contributions de Jean-Philippe Croteau, Miguel Simão Andrade, Robert Gagnon, Laurent Batut, Roberto Perin, Nadia Azzimani et Mélanie Chabot abordent les politiques et interventions des commissions scolaires ou des membres des élites éducatives en lien avec la promotion du multiculturalisme. Là, certains tiennent en considération les luttes que se livrent les représentants des commissions scolaires francophones et anglophones pour l'intégration des nouveaux écoliers allophones, alors que d'autres se penchent plutôt sur les stratégies et programmes élaborés par ces leaders afin de préconiser des valeurs d'ouverture à l'Autre et de respect de la diversité culturelle. De ce lot, l'étude de Roberto Perin se démarque de celle de ses collègues avec son analyse des réseaux institutionnels religieux et ethniques de Toronto. Présents dans les années 1940, 1950 et 1960, ceux-ci permettent aux immigrants de s'intégrer plus rapidement et plus efficacement à leur nouveau milieu de vie. Dans un autre ordre d'idées, les contributions de Gwendolyn Cressman, Ariane Cyr, Gabriella Falcicchio et Massimo Rubboli analysent l'évolution des politiques de multiculturalisme déployées par l'État fédéral et les États britannico-colombien, ontarien et québécois. Si la plupart s'en tiennent à interpréter la conception du multiculturalisme et de ses politiques linguistiques – ou autres – par les représentants politiques, éducationnels ou religieux, le texte d'Ariane Cyr se distingue en laissant la parole aux immigrants eux-mêmes. Ainsi, il lève le voile sur la perception qu'ont les Haïtiens de Montréal des politiques canadienne et québécoise de multiculturalisme.

Au contraire de ce qui arrive parfois dans l'élaboration d'un ouvrage collectif, les articles publiés ne s'égarèrent pas de la problématique générale

énoncée par les directeurs du recueil, leur pertinence ne faisant aucun doute. Il en va de même pour le texte de Jean-Michel Lacroix qui, en postface et en guise d'ouverture, réfléchit sur la laïcité française et les écoles républicaines afin d'établir implicitement un élément comparatif avec la situation québécoise et canadienne. Dans l'ensemble, l'ouvrage respecte son objectif principal dans la mesure où il contient des contributions originales qui viennent apporter un nouveau regard et une nouvelle perspective à cette valeur canadienne qu'est le multiculturalisme. Pour les dimensions scolaires et religieuses de l'ouverture aux immigrants et aux communautés ethniques, il réussit à en analyser l'évolution depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Pour ce faire, plusieurs textes se complètent alors que très peu se recoupent, ce qui met en lumière une des forces du livre : on sent la présence d'un important travail de direction ayant certainement balisé les champs d'études de chacun des contributeurs.

Sur une note moins positive, le livre renferme à notre avis deux problèmes non négligeables. Le premier réside dans le décalage évident entre son titre – faisant explicitement référence à la notion de citoyenneté canadienne – et le contenu de ses articles plutôt centré sur le multiculturalisme, l'éducation et le problème religieux. Mis à part les textes de Laurent Batut, Gwendolyne Cressman, Ariane Cyr, Mélanie Chabot et Gabriella Falcicchio, qui utilisent la notion de citoyenneté d'une façon plus ou moins centrale, l'introduction et les autres articles ne parlent pas explicitement de cette dernière, la plaçant dans de rares cas en filigrane de l'analyse. De plus, des cinq contributions précédemment mentionnées, seule celle de G. Falcicchio traite en profondeur du sujet de la citoyenneté québécoise – elle traite d'une citoyenneté définie par l'éducation et non par le domaine juridique – en analysant la place et le rôle joué par l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires. Elle critique d'ailleurs l'orientation prise par ces derniers qui semblent encourager une vision « néolibérale » de la citoyenneté, tournée vers la cohésion sociale et l'uniformité des points de vue, au détriment d'un apprentissage « critique » de celle-ci, privilégiant plutôt le changement et la critique sociale.

Or, pour revenir à notre propos, rien dans les pages de ce livre ne précise d'une façon claire le processus de construction de la citoyenneté canadienne, encore moins son évolution, comme le suggère l'expression « Vers la... » contenue dans le titre. Cette absence crée une certaine confusion qui laisse le lecteur dubitatif devant certaines démonstrations. En guise d'exemple, considérant le Canada des années 1920 « comme un espace

civique commun, garant des libertés» (p. 95), L. Batut avance que les écoles catholiques torontoises interviennent à cette époque pour promouvoir une citoyenneté «canadienne». Pourtant, il aurait fallu nuancer en précisant que les références identitaires et citoyennes des Canadiens demeurent largement britanniques et anglo-saxonnes jusqu'aux années 1940 au moins, le Parlement canadien ne votant la *Loi sur la citoyenneté canadienne* qu'en 1947. En bref, le constat énoncé précédemment suggère que le choix du titre ne semble pas approprié. Il aurait été préférable, pour des raisons de clarté et de précision du contenu, de sélectionner un titre qui aurait laissé une plus grande place à la notion centrale qui épouse l'ensemble des contributions du livre : le multiculturalisme.

L'autre difficulté concerne l'introduction du recueil, plus particulièrement le travail de conceptualisation qui doit généralement accompagner un tel volume. Ici, en plus du problème inhérent à la notion de «citoyenneté», il aurait été utile de définir adéquatement le terme «multiculturalisme», et ce, afin de forger une clé conceptuelle permettant d'ouvrir la compréhension du lecteur sur les multiples réflexions enfermées dans le recueil. Dans son article à saveur introductive, Paul-André Linteau précise que «[n]ous avons donc un mot – multiculturalisme – qui est utilisé pour désigner à la fois une réalité ethnoculturelle et une politique gouvernementale. Ce double emploi a longtemps été source de confusion.» (p. 18).

D'une façon malheureuse, la confusion règne encore dans cet ouvrage, puisque nulle part il n'est fait mention d'une définition plus complète de ce terme vague et utilisé à plusieurs fins. Quel(s) sens les analyses donnent-elles au «multiculturalisme»? Le lecteur reste pantois devant ce manque de précision et sa compréhension globale peut en être ébranlée. Ainsi, sans le préciser ouvertement, le texte de Paul-André Linteau semble voir le multiculturalisme comme un synonyme de diversification ethnique, alors que le texte d'Ariane Cyr considère plutôt le multiculturalisme comme un ensemble de politiques étatiques promouvant l'ouverture symbolique à l'Autre dans les valeurs canadiennes. Une définition plus approfondie du terme aurait aussi permis, dès l'introduction, de préciser les différences qui existent entre le multiculturalisme canadien et l'interculturalisme québécois, en tant que politiques étatiques et valeurs de société.

Sur un plan plus technique et un ton plus léger, embrassant l'organisation du livre et sa mise en pages, il aurait été souhaitable que les résumés soient placés au début et non à la fin des textes. De plus, il est surprenant

de retrouver, dans certains cas, des bibliographies incomplètes, alors que la majorité des articles n'en possède aucune. Si le manque d'uniformisation paraît déconcertant, cette lacune l'est tout autant, surtout que les outillages bibliographiques s'avèrent parfois très utiles pour le lecteur. Enfin, l'absence de biographies présentant les collaborateurs et leurs principaux champs de recherches est regrettable, surtout que, pour le lecteur québécois, près de la moitié des auteurs proviennent d'universités outre-Atlantique aussi diverses que l'Université de Marc Bloch de Strasbourg, l'Université de Paris 3, l'Université de Bari ou encore l'Université de Gênes.

Pour conclure, le livre *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne* renferme des articles pertinents qui précisent le rôle des domaines scolaire et religieux dans la construction du multiculturalisme canadien et québécois. Ces derniers baignent toutefois dans une certaine ambiguïté en ce qui a trait à la nature du multiculturalisme, obligeant le lecteur à décoriquer difficilement une conceptualisation parfois laissée en suspens.

STÉPHANE SAVARD
Département d'histoire et CÉLAT
Université Laval

LAMONDE, Yvan et Didier POTHON, dir., *La Capricieuse (1855) : poupe et proue. Les relations France-Québec (1760-1914)* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006), 379 p.

Tout semblait avoir été dit sur le voyage de *La Capricieuse*, ce navire de guerre français qui avait remonté le Saint-Laurent en 1855, événement considéré par la population canadienne-française du Bas-Canada comme le symbole du premier « retour » officiel de la France depuis la Conquête. Évidemment, pour la recherche historique, le dernier mot n'est jamais dit, le renouvellement des problématiques permettant de nouveaux éclairages. C'est le cas avec cet ouvrage qui présente les Actes du colloque tenu à Québec en 2005 pour le 150^e anniversaire de la venue de la Corvette, dans le cadre de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (Marcel Masse). Après le centenaire célébré à Terre-Neuve (J. M. Huille), c'est une belle occasion pour les historiens québécois et français de soumettre à la réflexion critique cette communauté mémorielle.

Les 17 communications se répartissent chronologiquement en trois ensembles d'inégale longueur : les relations entre la France et le Canada pendant l'ensemble de la période considérée ; le voyage de *La Capricieuse*